



Rapport économique _Juillet 2025

Royaume d'Arabie saoudite

7 juillet 2025

Résumé

Alors que le PIB pétrolier a connu une tendance à la contraction en raison de la baisse de la production pétrolière¹, la croissance du produit intérieur brut (PIB) non-pétrolier a été stimulée par de solides efforts de diversification, portant la croissance globale du PIB réel à une expansion de 1,3% en 2024, contre une contraction de -0,8% en 2023². En 2024, l'activité économique non-pétrolière a passé un cap en contribuant à hauteur de 50% au PIB réel du pays. En 2024, le PIB non-pétrolier a augmenté de 2,8% en glissement annuel et les activités gouvernementales ont progressé de 2%.

Les recettes totales du gouvernement saoudien ont atteint 336 milliards de dollars en 2024, marquant une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente et dépassant les estimations budgétaires initiales de 7%, selon les dernières données officielles. L'augmentation des revenus a été principalement alimentée par une hausse des revenus non-pétroliers, qui ont représenté 40% des revenus totaux et ont atteint 133.99 milliards de dollars, reflétant une augmentation de 9,78% d'une année sur l'autre. **La part du pétrole dans le revenu total du gouvernement a diminué, passant de 62,24% en 2023 à 60% en 2024.**

Le ministère des Finances a reporté que les **dépenses totales** se sont élevées à 365.33 milliards de dollars en 2024, reflétant une augmentation annuelle de 6%, tandis que le **déficit budgétaire** s'est creusé à 30.83 milliards de dollars³, soit une augmentation de 43% par rapport à 2023 et 2,8% du PIB, en 2024. En 2025, le Royaume devrait voir son déficit augmenter légèrement pour atteindre 3,5% du PIB, ce qui peut rendre difficile le financement des projets d'infrastructure de grande envergure sans le recours à la dette publique⁴. À la suite de la baisse de ses revenus pétroliers conjuguée à une faiblesse des investissements étrangers, la hausse des coûts et l'approche rapide des délais, le Royaume s'est retrouvé contraint à revoir certains des projets de la vision 2030, en l'occurrence le projet futuriste The Line.

En 2024, **l'inflation en Arabie saoudite était de 1,7%, contre 2,33% en 2023**. L'indice du coût de la vie s'est établi à 111,30 points en 2024, sur la base de l'année de référence 2018, contre 109,45 points en 2023.

Si le Royaume séduit de plus en plus les entreprises suisses, l'expiration de l'accord bilatéral de protection des investissements (API) entre la Suisse et l'Arabie saoudite sans sa prolongation supplémentaire ni son renouvellement pourrait décourager de nouveaux investisseurs suisses comme les investissements réalisés après le 8 août 2025 ne seront pas protégés par l'API.

¹ La baisse des recettes pétrolières en 2024 a été largement attribuée à l'engagement du Royaume à réduire sa production conformément aux accords de l'OPEP+ visant à stabiliser les marchés pétroliers mondiaux.

² Selon les chiffres du Fonds monétaire international (FMI)

³ Le déficit cumulé au cours des dix dernières années s'élève à 454,6 milliards de dollars. Au cours de cette période, le gouvernement n'a enregistré qu'un seul excédent, en 2022, lorsque les prix de l'énergie ont grimpé en flèche suite aux inquiétudes suscitées par l'impact de l'invasion russe de l'Ukraine.

⁴ Le gouvernement a déjà indiqué qu'il recourait aux marchés de la dette en 2025 pour couvrir le déficit budgétaire et financer des projets clés liés à sa Vision 2030. Fitch prévoit que la dette publique atteindra 35,3% du PIB à la fin de 2026, contre 29,8% à la fin de 2024

TABLE DES MATIERES

1	SITUATION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITES POUR LES ENTREPRISES SUISES	6
3	POLITIQUE ECONOMIQUE EXTERIEURE	7
3.1	Politique et priorités de l'Arabie saoudite	7
3.2	Perspectives pour la Suisse.....	8
4	COMMERCE EXTERIEUR	9
4.1.1	Commerce de marchandises	9
4.1.2	Commerce de services	9
4.2	Commerce bilatéral (voir l'annexe 4).....	9
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS.....	10
5.1	Evolution et perspectives générales	10
5.2	Investissements bilatéraux	11
6	PROMOTION ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE.....	12
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	12
6.2	Intérêt de l'Arabie saoudite pour la Suisse	12
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....	13
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	14
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	15
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	16

1 SITUATION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Les grands travaux publics entrepris par le gouvernement saoudien, ainsi que les investissements directs étrangers et la solidité du système bancaire et financier, ont permis au Royaume de devenir la première économie régionale et l'une des plus grandes au monde. Toutefois, la diversification de l'économie et le renforcement du secteur non pétrolier a un coût. A-défaut d'attirer suffisamment de capitaux étrangers, **l'accélération du programme de diversification Vision 2030 a entraîné une augmentation de 30% des dépenses budgétaires au cours des trois dernières années.**

Malgré le repli de 4,5% de l'activités pétrolière, en raison des baisses de production décidées dans le cadre de l'alliance OPEP+ dans un contexte de baisse prononcée et prolongée des prix du pétrole⁵-suite à la conjoncture internationale-, l'Arabie saoudite a produit 9 millions de barils/jour (mbj) en 2024 contre 9,6 mbj en 2023 et 10,5 mbj en 2022. **La part des revenus issus des hydrocarbures, dans le revenu total du gouvernement a diminué, passant de 62,24% en 2023 à 60% en 2024, les recettes provenant du pétrole brut et des produits pétroliers atteignant 201.77 milliards de dollars (une augmentation de 0,3% par rapport à 2023).**

L'économie saoudienne a enregistré une **croissance de 1,3% en 2024**, après une contraction de -0,8% en 2023, soutenue par le dynamisme du secteur non-pétrolier (+4,6%). Pour la deuxième année successive, la croissance résulte une nouvelle fois en grande partie du secteur non pétrolier⁶, lequel continue de bénéficier d'une forte croissance, portée par les investissements et la consommation des ménages. Pour 2025 et 2026, **la croissance** attendue est de 3,3% et 4,1%, tirée par une reprise progressive de la production pétrolière, une consommation intérieure dynamique et la poursuite de grands chantiers d'infrastructures dans les domaines du tourisme, du divertissement, de l'industrie ou encore des transports.

Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024, atteignant environ **31 milliards de dollars (-2,8% du PIB)**, contre 22 milliards de dollars (-2% du PIB) en 2023. Ce déséquilibre résulte principalement des prix relativement faibles du pétrole, couplées aux baisses de production et au maintien d'un haut niveau de dépenses publiques pour soutenir les mégaprojets encours (NEOM, Red Sea, Qiddiya...), dont la mise en œuvre est pilotée par le fonds souverain saoudien (le Public Investment Fund, PIF).

En conséquence aux stratégies de dépenses "expansionnistes" et à des "estimations conservatrices des recettes", il est prévu que le Royaume enregistrera en 2025 des **déficits budgétaires et courants**. Le gouvernement prévoyait un **déficit budgétaire de 27 milliards de dollars, soit 2,3% du PIB en 2025**. Toutefois, si les prix du pétrole s'établissaient en moyenne à 65 dollars le baril en 2025, le déficit serait probablement de l'ordre de 56 milliards de dollars, soit 5,2% du PIB. À 60 dollars le baril, le déficit serait de 62 milliards de dollars, soit près de 6% du PIB. Ces deux calculs supposent que la production pétrolière s'établisse en moyenne à 9,2 millions de barils par jour en 2025 et que les ambitieuses réductions des dépenses prévues dans le budget soient réalisées.

L'Arabie saoudite s'est vue contraindre de revoir ses objectifs à la baisse à Neom en raison de la hausse des coûts et des contraintes budgétaires à la suite de la baisse des prix du pétrole et des dépenses élevées liées au programme Vision 2030. Bien qu'il ait engagé des réformes radicales et revu ses ambitions pour sa mégapole futuriste, le Royaume investit massivement dans d'autres secteurs tels que l'intelligence artificielle, les énergies propres, le divertissement, le sport et le tourisme. Le Royaume semble redéfinir ses priorités.

Ce paradigme reflète une redéfinition des priorités en conséquence des défis financiers. Les entreprises soutenues par le Fonds d'investissement public sont encouragées à trouver d'autres moyens de financer les projets. À l'avenir, on s'attend à ce que l'accent soit davantage mis sur les projets de partenariat public-privé recourant à des fonds privés, et à ce que les entrepreneurs soient invités à proposer des options de financement. Cela conduit à une plus grande ouverture des plans de projet et à une meilleure transparence sur les enjeux et les stratégies. Mais, cela pourrait écarter des entreprises suisses sans capacité financière des projets phares.

Le Royaume s'endette pour financer ses mégaprojets ce qui se traduira par une augmentation de la **dette publique** dont le niveau a progressé plus rapidement que prévu, mais resterait limité à 29,3% du PIB en 2024 (26,2% en 2023) contre 25,9% prévu. Pour le ministère saoudien des finances, le ratio

⁵ Le baril de Brent s'échangeait en moyenne à 80 dollars en 2024, contre 82 dollars en 2023 et 101 dollars en 2022. Selon le FMI, l'équilibre budgétaire de l'Arabie saoudite aurait été atteint en 2024 avec un baril à 98 USD2, et le serait en 2025 avec un baril à 91 de dollars.

⁶ Récemment, le ministre saoudien des finances a souligné le rôle croissant du secteur privé dans la stimulation des investissements « Environ 72% des investissements proviennent du secteur privé ».

dette/PIB devrait se stabiliser à 29,9% en 2025, 32,3% en 2026 et 33,3% en 2027. Un ratio toujours en deçà du plafond de 40% que s'est fixé le Royaume. L'agence de notation S&P Global Ratings estime que l'Etat saoudien et le PIF vont s'endetter à hauteur de 60 milliards de dollars supplémentaires chaque année entre 2025 et 2028, soit l'équivalent de 4,9% du PIB, ce qui va faire bondir la **dette extérieure** de 29% du PIB en 2023, à 45 % en 2028.

Le gouvernement a également élargi ses canaux de financement en émettant des sukuk⁷ et des obligations, pour le financement des projets et le nouage des partenariats avec des agences de crédit à l'exportation. La **dette intérieure** représentait 61% du total, tandis que la **dette étrangère** constituait les 39% restants. Cette augmentation de la **dette publique** est gérée avec prudence par le gouvernement, qui s'est efforcé de veiller à ce que les emprunts soutiennent la croissance sans dépasser les limites budgétaires. Le gouvernement saoudien a entrepris des réformes afin que les niveaux d'endettement n'affectent pas négativement la situation fiscale du Royaume, renforcent le secteur non-pétrolier et financent les projets et les initiatives de la Vision 2030 (le développement des infrastructures et la diversification de l'économie).

Le fonds souverain saoudien (PIF) investit directement environ 12 à 13% de la formation totale de capital fixe et joue un rôle crucial dans la stimulation d'autres investissements. Les perspectives sont également favorables. La poursuite des mégaprojets d'infrastructures dans le cadre de la Vision 2030 et la bonne tenue du marché du travail (avec un taux de chômage historiquement bas de 3,7 % et un taux d'activité en hausse constante, notamment chez les femmes) devraient ainsi permettre au secteur hors hydrocarbures de continuer à croître à un rythme situé entre 4 et 6 %.

Le taux d'inflation⁸ reste conforme aux efforts déployés par l'Arabie saoudite pour équilibrer la croissance économique et la stabilité des prix dans le cadre de sa Vision 2030. En 2024, l'inflation en Arabie saoudite a été contenue à 1,7% (2,3% en 2023), après un pic en 2020 (3,4%) lié à la hausse de la TVA et aux tarifs douaniers. Les prévisions budgétaires du gouvernement prévoient que l'inflation se maintiendra à 1,9% en 2025, soit une légère hausse par rapport à 2024. Malgré la robustesse de la demande domestique et une hausse de plus de 10% des loyers, alimentée par une urbanisation soutenue et l'expansion de la population active, la hausse de l'IPC s'est établie à 1,7% en moyenne en 2024 contre 2,3% en 2023. Elle ne devrait pas excéder 2% cette année.

Le Royaume mise sur l'attractivité de son marché pour accélérer les **investissements étrangers**, encore modestes en volume (moins de 1% du PIB), en particulier dans les secteurs du numérique, des énergies renouvelables, du divertissement et de la santé. La stratégie d'ouverture vise également à renforcer la place du secteur privé dans l'économie, à travers des privatisations et des projets en partenariat public-privé. Malgré une politique fiscale et des réglementations attractives, l'Arabie saoudite peine à attirer les investissements directs étrangers. Les flux d'investissements directs se sont élevés à 20,7 milliards de dollars en 2024, leur plus bas niveau depuis 2020, quand l'objectif du Royaume est de 100 milliards de dollars par an d'ici 2030.

Le Royaume a annoncé ses **Zones Économiques Spéciales⁹** (ZES) qui s'inscrivent dans le prolongement d'initiatives visant à faire du pays une destination d'investissements directs étrangers et une plaque tournante essentielle pour les chaînes d'approvisionnement mondiales, en tirant parti de sa position au cœur des principales routes commerciales à l'échelle régionale voire mondiale. Ces zones stratégiquement situées à travers le Royaume représentent la phase initiale d'un vaste programme à long terme de zones économiques spéciales.

La balance commerciale saoudienne a enregistré un excédent de 52,17 milliards de dollars en 2024, contre un excédent de 113,38 milliards de dollars en 2023 et 221,89 en 2022, soit une baisse de 53,98% et 76,49% respectivement. Les exportations non pétrolières, y compris les réexportations, ont enregistré une baisse de 14,80% par rapport à 2023, alors que les exportations nationales non-pétrolières, à l'exclusion des réexportations, ont augmenté de 3,94%. Le pourcentage des exportations de pétrole par

⁷ Les Sukuk, souvent appelés « obligations islamiques », sont des instruments financiers émis selon les principes de la finance islamique.

⁸ En Arabie saoudite, l'inflation est contenue mais toujours très hétérogène selon les villes. Elle est principalement portée par la robustesse demande domestique et une hausse de plus de 10% des loyers. Le FMI prévoit une inflation à 1,9% en 2025.

⁹ - King Abdullah Economic City (KAEC) SEZ : chaînes d'approvisionnement et assemblage automobile, biens de consommation, logistique, MedTech, industrie pharmaceutique, technologies de l'information et de la communication (TIC).

- Jazan SEZ: Situés la région fertile du sud-ouest du Royaume, elle offre de nombreuses opportunités pour la fabrication, la transformation et la distribution de produits agroalimentaires

- Ras Al-Khair SEZ : la zone constitue un écosystème marin totalement intégré qui a déjà attiré un important réseau d'investisseurs avec 40% de la zone déjà réservée. Elle est spécialisée dans la construction et réparation navale et le forage en mer.

- Cloud Computing SEZ : située au sein de la King Abdulaziz City for Science and Technology (KACST), elle est basée sur un modèle hybride qui permet aux investisseurs d'établir des centres de données, de services d'informatique « cloud » et de projets technologiques innovants dans l'ensemble du Royaume.

rapport aux exportations totales en 2024 était 73,16 comparée à 77,3% en 2023 et contre 79,5% en 2022. La valeur des **marchandises réexportées** a augmenté de 42,25% au cours de la même période, les exportations de marchandises ont chuté de 7,19% en 2024 par rapport à 2023, en raison d'une baisse des exportations de pétrole de 9,79%. Les exportations sont principalement destinées à la Chine (15,69%), au Japon (10,17%), à l'Inde (9,43%), à la Corée du Sud (9,15%), les EAU (7,44%) et aux États-Unis (4,12%).

La position extérieure de l'Arabie saoudite reste solide, grâce à un excédent élevé de la balance courante. **Les réserves de change**¹⁰ de la SAMA (Banque centrale saoudienne) ont diminué au cours de la dernière décennie, mais elles restent supérieures à 9% du PIB, soit bien plus qu'une année en mois d'importations. Les réserves de change de la SAMA ont diminué de 13 milliards de dollars en glissement mensuel en décembre, pour s'établir à 437,2 milliards de dollars et la valeur nette de 925 milliards de dollars estimée dans son fonds souverain (PIF)¹¹ lui permettront de rembourser facilement sa dette libellée en devises et financer des projets clé de la Vision 2030. Ces fonds permettront également au pays de maintenir facilement l'ancrage au dollar américain.

En 2025, la **politique monétaire** saoudienne sera plus accommodante et toute augmentation de la production de pétrole devraient soutenir la croissance. L'ancrage officiel du rial au dollar américain implique que SAMA suive les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Ainsi, la baisse des taux d'intérêt, en ligne avec les baisses de taux de la Fed réduira le coût du crédit et stimulera l'investissement (près de 30% du PIB). La croissance du crédit bancaire au secteur privé est restée supérieure à 10% en 2024.

L'Arabie saoudite reste déterminée à offrir aux investisseurs internationaux un solide écosystème d'incitations et de soutien pour faciliter la localisation, l'échange de connaissances et l'excellence industrielle. Pour attirer les investisseurs internationaux soucieux des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), l'Arabie saoudite a fait des progrès significatifs par la mise en place et l'amélioration des cadres de reporting ESG, en s'alignant sur les normes et initiatives mondiales telles que le **Green Finance Framework** du PIF et l'engagement de la Bourse saoudienne dans l'[initiative des Nations Unies pour des bourses de valeurs durables](#). Ces efforts soulignent l'importance que le Royaume accorde à la transparence, à la durabilité et à la transformation économique dans le cadre de sa Vision 2030. Membre fondateur de l'initiative [One Planet Sovereign Wealth Fund](#)¹², qui accélère la transition vers une économie à faible émission de carbone, le PIF est à la tête de cette révolution verte en allouant des milliards de dollars à des projets durables.

Le fonds saoudien pour l'environnement ([Environment Fund](#)¹³), a annoncé une initiative de financement de 267 milliards de dollars pour financer des projets dans les secteurs de l'environnement et la météorologie. Le fonds a signé un partenariat avec le programme de garantie des prêts « Kafalah » afin de faciliter l'accès des PME aux financements des projets environnementaux locaux.

Les experts prédisent que l'investissement ESG deviendra bientôt une pratique courante en Arabie saoudite, avec une demande croissante de fonds, d'obligations vertes et d'investissements à impact social axés sur l'ESG¹⁴. Pourtant, le défi demeure, car seule une infime partie des entreprises saoudiennes rendent effectivement compte de l'ESG et respectent les normes de conformité. De nombreuses entreprises saoudiennes ont reçu de mauvaises notes non seulement dans le domaine de l'environnement, mais aussi dans des domaines de gouvernance tels que la transparence et la responsabilité du conseil d'administration.

¹⁰ Ces actifs comprennent l'or monétaire, les comptes étrangers et les droits de tirage spéciaux, la position de réserve du Fonds monétaire international.

¹¹ <https://www.swfinstitute.org/profile/598cdaa60124e9fd2d05bc3b>

¹² <https://oneplanetsovereignwealthfund.org/>

¹³ Etabli en mars 2019, le fonds pour l'environnement est le fonds national ayant pour mission d'assurer la viabilité financière et de réglementer le travail des centres affiliés aux secteurs de l'environnement et de la météorologie en Arabie saoudite.

¹⁴ Le pays connaît une forte augmentation de l'émission d'obligations vertes, de prêts liés au développement durable et de crédits carbone. Ces instruments financiers sont essentiels pour financer des projets qui privilégient la responsabilité environnementale.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Le Royaume attire l'attention de la communauté internationale en raison de l'élan de sa transformation et des giga-projets en cours d'exécution qui sont au cœur de sa vision. L'urbanisation accrue, l'allégement des procédures et la diversification économique ouvrent la voie à des opportunités d'investissement accrues dans le pays ce qui présentent un certain nombre d'opportunités pour les entreprises suisses, d'autant que le Royaume se dote d'un environnement de plus en plus propice aux affaires.

À moyen terme, la croissance des secteurs non-pétroliers devrait rester soutenue, notamment grâce au dynamisme de la consommation des ménages et à l'investissement engagé dans le cadre de la Vision 2030. Dans ce contexte, la **diversification de l'économie** devrait progresser, notamment dans les secteurs des services et de l'industrie. Une diversification qui pourrait constituer une panoplie d'opportunités pour les entreprises suisses. Le Royaume **a engagé des investissements énormes dans différents secteurs** dont l'infrastructure, l'aéronautique, les énergies renouvelables, les secteurs du numérique, le divertissement, l'industrie alimentaire, l'automotive, la santé et les technologies de pointe.

Les opportunités à explorer en Arabie Saoudite sont abondantes. Le pays a conduit des investissements importants dans les nouvelles technologies et dans le digital, en plus d'une refonte totale du secteur touristique. Des projets d'envergure tels que NEOM, le Red Sea Project et Qiddiya sont conçus pour attirer les visiteurs du monde entier et de redéfinir le tourisme au Moyen-Orient. Dans des endroits comme AlUla, une ville ancienne réinventée en musée vivant, le gouvernement mise sur le tourisme culturel. Saudi Entertainment Ventures investit plus de 13 milliards de dollars dans des parcs à thème, des salles de spectacle et des expériences touristiques à travers le pays. Ce secteur est une mine d'or pour les entreprises suisses dans l'hôtellerie, l'événementiel et même la restauration du patrimoine. Toutefois, des défis demeurent, notamment en ce qui concerne les complexités réglementaires, des difficultés liées aux réglementations, aux procédures administratives, et au manque de transparence. Sans oublier la protection des investisseurs suisses après le 8 août 2025 dans l'absence d'un nouveau API.

De même, les progrès de la transformation numérique créent des ouvertures dans le secteur technologique pour les solutions fintech, blockchain, l'apprentissage artificiel (machine learning), le cloud computing, l'automatisation et la robotique, l'internet des objets (IoT), la mobilité intelligente, et la cybersécurité et de commerce électronique. Le secteur des énergies renouvelables, en particulier solaire et éolienne (développement de centrales d'énergie renouvelable à grande échelle). Le Royaume vise à produire 50% de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030.

En plein essor, les infrastructures et la construction engorgent des opportunités pour les entreprises suisses disposant d'expertise dans le domaine de la construction, des technologies pour les villes intelligentes et des solutions de développement urbain.

Les sociétés spécialisées dans l'IA, les semi-conducteurs ou les infrastructures numériques, peuvent trouver dans le marché saoudien des opportunités à tout niveau. Le Royaume est en train de devenir rapidement un pôle technologique au Moyen-Orient. L'engagement du gouvernement en faveur de la transformation numérique est évident à travers des initiatives telles que le Programme national de transformation, qui vise à améliorer les services administratifs en ligne et les infrastructures numériques. Le lancement d'Alat, une entreprise de fabrication technologique soutenue par le PIF, se concentre sur les semi-conducteurs, les appareils intelligents et les industries de pointe, avec pour objectif de contribuer à hauteur de 9,3 milliards de dollars au PIB d'ici 2030.

La sécurité de l'approvisionnement en eau et la gestion de l'eau revêtent une importance majeure est une priorité stratégique de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, qui s'efforce de trouver un équilibre entre croissance économique et gestion durable des ressources. Les entreprises suisses peuvent découvrir des opportunités dans les domaines du dessalement, des réseaux intelligents, des technologies hydrologiques, la détection des fuites par l'intelligence artificielle, et la réutilisation des eaux usées.

En raison de son fort besoin d'importation de produits alimentaires et de sa politique de diversification économique, l'Arabie saoudite offre de nombreuses opportunités aux entreprises suisses en matière de sécurité alimentaire. Les industriels suisses peuvent profiter de cette situation pour exporter leurs produits alimentaires y compris les produits semi-finis et solutions alimentaires vers le marché saoudien.

3 POLITIQUE ECONOMIQUE EXTERIEURE

3.1 Politique et priorités de l'Arabie saoudite

Dans un contexte géopolitique en mutation rapide et imprévisible, le Royaume a procédé à un réajustement de sa politique étrangère, notamment en adoptant une stratégie audacieuse de « multi-alignement ». Dans l'ensemble, l'Arabie saoudite redéfinit son rôle sur la scène régionale et mondiale afin de naviguer dans les complexités des rivalités entre grandes puissances tout en réduisant sa dépendance vis-à-vis des puissances mondiales traditionnelles, notamment les États-Unis. L'approche du Royaume consiste notamment à prendre l'initiative dans le domaine diplomatique, à renforcer ses partenariats économiques et à jouer un rôle actif dans la médiation des conflits, tout en utilisant son influence pour redéfinir la dynamique politique et sécuritaire au Moyen-Orient au sens large. À mesure que l'ordre international se transforme, la politique étrangère de l'Arabie saoudite cherche donc à trouver un équilibre entre ses intérêts économiques, ses préoccupations sécuritaires et ses ambitions de leadership régional.

L'Arabie saoudite mène actuellement une politique étrangère dynamique axée sur la diversification économique, la stabilité régionale et le multilatéralisme mondial. Alors que les rapports de force mondiaux évoluent, le Royaume tente de tirer parti de sa puissance économique, de son influence diplomatique et de son positionnement géopolitique pour préserver ses intérêts tout en naviguant dans des relations internationales complexes. Dans ce contexte, les cinq principaux moteurs qui façonnent la politique étrangère d'Arabie saoudite peuvent être définis comme suit : le multi-alignement stratégique, la diversification économique et la diplomatie énergétique, la médiation diplomatique, la stabilité régionale et l'autonomie souveraine. La politique étrangère du Royaume est façonnée par le lien entre ses priorités nationales et sa politique étrangère, par l'élément de multi-alignement stratégique et par la sauvegarde de l'autonomie de Riyad dans la conduite de ses relations internationales.

Membre du **G20**, l'Arabie saoudite est pleinement attachée aux objectifs du G20 et soutient les efforts mis en œuvre visant à parvenir à une croissance économique forte, équilibrée, durable et inclusive. Le Royaume est aussi membre de l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)** et de l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**. Il est aussi membre de la **Ligue Arabe et de la Grande Zone Arabe de libre-échange (GAFTA)**¹⁵.

L'Arabie saoudite a officiellement rejoint le **corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC)** en signant l'accord lors du sommet du G20 qui s'est tenu à New Delhi en septembre 2023. En tant que partenaire clé, le Royaume cherche à tirer parti de sa position géographique stratégique pour devenir un centre logistique majeur reliant l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. Ce corridor offre de nombreux avantages à l'Arabie saoudite, notamment le renforcement de ses échanges commerciaux avec l'Inde et l'Europe, la diversification de son économie, et le développement des infrastructures pour l'exportation d'énergies propres comme l'hydrogène vert. Il accroît également l'influence géopolitique du pays en le plaçant au cœur d'une route commerciale mondiale majeure.

Depuis son accès à l'**OMC** en 2005 et dans le but de promouvoir le commerce international, l'Arabie saoudite s'attache à créer un environnement propice aux affaires et aux échanges, aligné sur les attentes de sociétés étrangères. Ainsi une série de mesures a été prise pour renforcer la confiance et la sécurité juridique dans l'économie (**loi sur les sociétés, lois sur la propriété intellectuelle**) y compris la création des **tribunaux commerciaux** et un cadre légal favorable aux affaires depuis 2017. La nouvelle **loi sur les investissements** simplifie le processus d'octroi de licences, réduisant le délai de décision des ministères de 30 à 5 jours. Elle renforce également la protection de la propriété intellectuelle et simplifie les transferts de fonds. De plus, les investisseurs disposent désormais d'autres options que les tribunaux locaux pour régler leurs litiges, notamment la médiation, l'arbitrage et la conciliation. La nouvelle **loi sur la concurrence** entrée en vigueur en 2019 introduit la formation d'une commission spécialisée sur le règlement des litiges, en plus du Centre pour l'**arbitrage commercial** dont le Royaume est doté depuis 2016. Pour les spécialistes, le paysage juridique commercial en Arabie saoudite rapproche les standards occidentaux.

En ce qui concerne le **Conseil de Coopération du Golfe (CCG)**, l'Arabie saoudite y joue un rôle dans le maintien de l'unité du Golfe, en assurant la cohésion du CCG, notamment en jouant le rôle de médiateur dans les différends internes au sein du bloc, par exemple en aidant à rétablir les relations entre le Qatar et les autres États du CCG, ce qui a abouti à la déclaration d'Al-Ula qui a rétabli des relations diplomatiques et économiques complètes avec le Qatar. L'Arabie saoudite a également participé activement aux discussions autour de la première vision du CCG pour la sécurité régionale, publiée en 2024. Avec Abou Dhabi, l'Arabie saoudite semble vouloir impulser un nouvel ordre, relativement affranchi des influences étrangères, stable, antidémocratique et porté sur les intérêts économiques : la réorganisation du Moyen-Orient.

¹⁵GAFTA est un pacte de la Ligue Arabe entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005 qui vise à former une zone de libre-échange arabe.

3.2 Perspectives pour la Suisse

Signé le 22 juin 2009, l'**accord de libre-échange (ALE) entre les pays de l'AELE et ceux du CCG** est entré officiellement en vigueur le 1^{er} juillet 2015 au lieu du 1^{er} juillet 2014. Le 1^{er} juillet 2020, l'**élimination des tarifs sur les produits de la catégorie B** est entrée officiellement en vigueur (au lieu du 1^{er} juillet 2019, comme prévu). En avril 2021, le premier conteneur (catégorie B) arrivant depuis la Suisse a bénéficié du traitement préférentiel garanti par ledit ALE. Cependant, des entreprises ont du mal à bénéficier du traitement préférentiel quand les cargaisons traversent les territoires des pays non-membres de l'AELE.

Les autres accords signés entre les deux pays correspondent à l'**accord de protection des investissements** - entré en vigueur le 9 août 2008 et qui a été prolongé pour une période de deux ans. Il arrive à échéance le 8 août 2025 sans qu'il soit prolongé ou renouvelé. Les entreprises connues à cette ambassade ont déjà été informées que seuls les investissements ayant lieu avant la date d'expiration de l'actuel API seraient protégés. L'**accord aérien**¹⁶ - entré en vigueur le 5 février 2015 - et l'**accord de double imposition fiscale** signé à Riyad en février 2018. La convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2021. En outre l'**accord d'échange automatique d'informations** est déjà en place depuis janvier 2018.

En février 2024 lors de la visite officielle de Conseiller Fédéral Guy Parmelin en Arabie saoudite, Suisse Tourisme a signé un protocole pour collaborer avec l'autorité touristique saoudienne et ce après avoir ouvert une antenne à Riyad en 2023.

Lors de la 14^e commission économique mixte Arabie saoudite-Suisse à Riyad, une délégation suisse était emmenée par Andrea Rauber Saxer, cheffe du centre de prestations Relations économiques bilatérales du SECO.

En février 2025, le conseiller fédéral Guy Parmelin, chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), a reçu à Berne le ministre saoudien de l'Économie et de la Planification, Faisal Al-Ibrahim. Les discussions ont porté sur les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux ainsi que sur la coopération dans les domaines de la formation et de la recherche. Les deux ministres ont également examiné les opportunités et les défis qui se présentent aux entreprises suisses en Arabie saoudite.

¹⁶ Depuis l'arrêt des vols directs assurés par Swiss International Airlines cet accord bénéficie uniquement à la partie saoudienne.

4 COMMERCE EXTERIEUR

L'Arabie saoudite était le 26^e exportateur de biens et le 30^e marché d'importation au monde en 2024. (OMC, Dernières données disponibles).

Alors que le Royaume poursuit ses efforts pour diversifier son économie et réduire sa dépendance au pétrole, les exportations non pétrolières (y compris les réexportations) de l'Arabie saoudite ont atteint un niveau record de 137,29 milliards de dollars en 2024. Elles ont augmenté de 13,1% en 2024 par rapport à 2023. Les exportations totales de marchandises ont diminué de 4,5% en glissement annuel, tandis que les importations ont augmenté de 12,5% en 2024. Selon l'Autorité saoudienne des statistiques, la part des exportations non pétrolières (y compris les réexportations) dans les importations est passée de 35,1% en 2023 à 35,3% en 2024, alors que la part des exportations pétrolières dans les exportations totales a diminué, passant de 77,3% en 2023 à 73,1% en 2024. Les « produits de l'industrie chimique » arrivent en tête des exportations non pétrolières, représentant 25,5% du total, tandis que les « machines, équipements électriques et pièces détachées » arrivent en tête des importations avec une part de 25,3%.

4.1.1 Commerce de marchandises

Les principaux partenaires d'exportation de l'Arabie saoudite sont la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, les Émirats arabes unis, les États-Unis, la Pologne, le Bahreïn, l'Égypte, le Taïwan. Les exportations du Royaume vers ces pays se sont limitées à 204.15 milliards de dollars (soit une baisse de 2.46% sur un an), représentant 66.73% (contre 65,34% en 2023) des exportations totales. Les importations du pays proviennent principalement de la Chine, des États-Unis, des Émirats arabes unis (produits réexportés, surtout), de l'Inde, de l'Allemagne, du Japon, de l'Italie, de l'Égypte, de la Suisse et de la Corée du Sud (données du Royaume, 2024). Les importations de l'Arabie saoudite en provenance de ces pays s'élevaient à 146 milliards de dollars (+13.56%), soit 63.65% (contre 61.96% en 2023) du total des importations.

4.1.2 Commerce de services

Pour l'année 2024¹⁷, le Royaume a exporté pour 52,898 millions de dollars de services (+14% par rapport à 2023) et en a importé 93,672 millions de dollars (+6% par rapport à 2023).

Répartition par principaux secteur en 2024

Secteurs	Exportations	Importations
Voyage	77%	30%
Transport	13%	30%
Autres services commerciaux	10%	40%

Source : Estimations de l'OMC et de la CNUCED

L'Arabie saoudite a le **système bancaire** le plus solide du CCG et s'apprête à devenir un pôle régional en matière de technologies financières (Fintech) grâce au système bancaire ouvert (l'open banking) introduit en mai 2022. Par le développement de ce système, l'Arabie saoudite vise (1) l'amélioration du secteur bancaire et financier afin de soutenir le secteur privé, (2) l'optimisation et le renforcement des marchés de capitaux ; et (3) l'encouragement des investissements individuels et la planification financière.

4.2 Commerce bilatéral (voir l'annexe 4)

En 2024, l'Arabie saoudite était le deuxième partenaire commercial de la Suisse au Moyen Orient (après les Emirats arabes unis) et le volume des échanges a atteint 7,443.34 millions, contre 6,812.82 en 2023 (+9.25%). Les exportations de la Suisse vers l'Arabie saoudite ont cru de +6.0 (+26,5% en 2023) pour atteindre 6,447.17millions CHF (contre 6,083.94 pour la dernière année). Les exportations de l'Arabie saoudite vers la Suisse ont vu une hausse de 36.7% pour une valeur de 996.17millions CHF contre 728.88 millions CHF pour la dernière année. La Suisse est le 9^{ème} fournisseur du Royaume avec une part de marché de 3,10% (voir annexe 3). La balance commerciale est structurellement bénéficiaire pour la Suisse et s'élève en 2024 à 5,450.99 millions CHF contre 5,355.05 millions CHF pour 2023 (+1,79%).

Les principaux produits d'exportation suisses ont été les « produits traditionnels » : pierres précieuses, métaux précieux, bijoux (68.6%), produits pharmaceutiques (11.2%), machines (5,59%) et produits horlogers (5.0%).

¹⁷ WTO

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Le Royaume recherche des investissements étrangers pour son programme Vision 2030. Il vise à diversifier son économie en s'affranchissant de la dépendance au pétrole et attirer plus de 100 milliards de dollars d'investissements directs étrangers par an d'ici 2030. Le Royaume aspire également à devenir un leader en matière de technologie et d'intelligence artificielle, ce qui nécessitera un meilleur accès aux semi-conducteurs américains.

L'Arabie saoudite s'est hissée à la 13^e place de l'indice de confiance 2025 de Kearney pour l'investissement direct étranger, publié en avril. Le Royaume a ainsi gagné une place par rapport à l'année dernière et a conservé sa position de troisième marché émergent le plus attractif, ce qui témoigne d'une confiance mondiale continue dans sa stratégie de transformation. Toutefois, le flux entrant d'IDE a représenté 2,4% du PIB en 2023, contre 3,8% en 2016, et alors que l'objectif est fixé à 5,7% pour 2030.

Certes, le Royaume a engagé une approche audacieuse et réformatrice du pays pour construire une économie compétitive à l'échelle internationale et prête pour l'avenir. En octobre, le Royaume a approuvé une loi sur l'investissement actualisée afin d'accroître les flux d'IDE. Le ministère de l'investissement a déclaré que cette loi renforcerait la transparence et simplifierait le processus d'investissement. La nouvelle loi promet également des protections accrues pour les investisseurs, y compris l'adhésion à l'État de droit, le traitement équitable et les droits de propriété, ainsi que des garanties solides pour la propriété intellectuelle et les transferts de fonds en continu.

Les investissements étrangers nets sur le marché des capitaux saoudien ont atteint 58,1 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 10,1% par rapport à l'année précédente. Selon le rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers, la participation étrangère totale sur le marché principal a atteint 112,74 milliards de dollars, soit 11% du total des actions en circulation. Cette hausse reflète l'intérêt soutenu de la communauté internationale pour les marchés financiers¹⁸ du Royaume, qui ont bénéficié d'une série de réformes réglementaires et d'efforts plus larges visant à accroître la transparence et l'accessibilité des marchés.

Toutefois, les flux d'IDE ont diminué de 19% pour atteindre 20,7 milliards de dollars en 2024, leur plus bas niveau depuis 2020. En 2021, l'Arabie saoudite a attiré 32,5 milliards de dollars d'IDE, suivis de 31,7 milliards en 2022 et de 25,6 milliards en 2023. Ces chiffres en baisse suggèrent que le Royaume continue de rencontrer des difficultés pour attirer les investisseurs étrangers et qu'il ne parviendra peut-être pas à atteindre ses objectifs en matière d'IDE fixés dans le plan Vision 2030 visant à refondre les structures sociales et économiques du pays.

Les Émirats arabes unis, Luxembourg, la France, les Pays-Bas, Le Royaume-Uni, les États-Unis, le Bahreïn, le Koweït, la Jordanie et le Japon sont les principaux investisseurs en Arabie saoudite. Les investissements sont principalement orientés vers l'industrie chimique, l'immobilier, les combustibles fossiles, l'automobile, le tourisme, les services financiers et d'assurance, les industries de plastiques et la machinerie.

En 2023, l'Arabie saoudite a lancé quatre **zones économiques spéciales** (ZES) pour stimuler l'investissement et la croissance économique dans différents secteurs notamment l'informatique dématérialisée, le tourisme, les énergies renouvelables et la logistique. De même, le Royaume a révisé sa loi minière afin de faciliter l'accès des investisseurs au financement et de soutenir les activités d'exploration et d'étude géologique y compris le soutien des activités d'exploration et d'études géologiques.

Les flux entrants d'IDE (millions de dollars)			Les flux sortants d'IDE (millions de dollars)		
2021	2022	2023	2021	2022	2023
23 112	28 055b	12 319	24 674	26 962	16 071

Source : https://unctad.org/system/files/official-document/wir2024_en.pdf

Investissement Direct Etranger	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	19.286	7.886
Stocks d'IDE (millions USD)	261.061	268.947
Nombre d'investissements greenfield*	150	239

¹⁸ La participation étrangère à la Bourse saoudienne a été multipliée par 25 en cinq ans, atteignant le seuil symbolique des 100 milliards de dollars, signalant des opportunités croissantes pour les investisseurs mondiaux.

Investissement Direct Etranger	2021	2022
Value of Greenfield Investments (million USD)	8.958	13.473

Source : UNCTAD, Dernières données disponibles. Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

5.2 Investissements bilatéraux

Il n'existe pas de chiffres officiels concernant le volume des investissements directs saoudiens en Suisse et vice versa. Néanmoins depuis 2022 des entreprises suisses manifestent leurs intérêts à établir une présence physique dans le Royaume. Selon une source non-officielle, MISA a établi 239 licences pour des entreprises suisses dont 28 entreprises ont déjà installé leurs sièges régionaux dans le Royaume. Il est prévu que les investissements privés suisses en Arabie saoudite seront renforcés au cours des années à venir non seulement parce que le Royaume consolide sa décision de limiter les contrats publics aux seules entreprises établies dans le pays, mais surtout que le marché saoudien présente des opportunités dans différents secteurs comme l'industrie aéronautique, l'infrastructure, l'industrie alimentaire, l'IA, la fintech et la logistique. Aujourd'hui, les entreprises suisses ont investi auprès de 2,4 milliards de dollars en Arabie saoudite.

Les investisseurs saoudiens en Suisse sont principalement actifs dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, ainsi que dans certaines branches de l'industrie (machines, montres et chimique). Le conglomérat saoudien Olayan group et Saudi National Bank détiennent respectivement 0.25% (une estimation) et 0.5% dans la banque UBS, après avoir été parmi les actionnaires importants du Crédit Suisse. De même, SABIC détient une participation de 31.5% dans une entreprise de produits chimiques de spécialité ciblée, durable et innovante.

6 PROMOTION ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Outre l'**Ambassade de Suisse à Riyad**¹⁹, le principal promoteur des liens économiques entre la Suisse et l'Arabie saoudite est **Switzerland Global Enterprise (S-GE)**. S-GE dispose d'un **Swiss Business Hub Middle East (SBHME)** basé à Dubaï avec une antenne à Riyad, renforcée dès le 1^{er} juillet par une deuxième personne en vue de répondre aux demandes croissantes des entreprises suisses intéressées par le marché saoudien. En contact direct avec les entreprises et des associations suisses ; S-GE informe régulièrement à-propos des nouvelles réglementations ; organise des journées d'information ouvertes en Suisse et arrange constamment des « Voyages d'affaires » dans le Royaume en plus de l'identification de potentiels partenaires pour des entreprises intéressées par le marché saoudien.

Pour soutenir le Saudi-Swiss Business Council²⁰ (**SSBC**), créé le 1^{er} avril 2006 entre le conseil saoudien des chambres de commerce et de l'industrie et la Swiss Business Association Saudi Arabia (**SBASA**), l'ambassade a initié en février 2016 la mise en place du « **Swiss Business Network Saudi Arabia** » (**SBNSA**), lequel a pour objectif d'augmenter la visibilité sur l'industrie suisse présente dans le Royaume. En collaboration avec l'Ambassade de Suisse à Riyad, SBNSA organise souvent des soirées thématiques pour ses membres.

La **commission économique mixte (CEM)**, organisme créé en 1976 et qui réunit des représentants de l'administration et de l'économie privée suisses et saoudiens, constitue une plateforme permettant le bon maintien de relations entre les officiels des deux pays, la mise en lumière des problèmes auxquels font face les entreprises suisses dans le Royaume et l'information sur les projets en cours dans le pays. La dernière session, la 14^{ème} session s'est tenue le 27 novembre 2024 à Riyad. A la tête d'une délégation Suisse, l'Ambassadrice Andrea Rauber Saxer, cheffe du centre de prestations Relations économiques bilatérales du SECO, a co-présidé la session avec Mrs Sara Al-Sayed, vice-ministre des relations internationales au Ministère saoudien des investissements (MISA).

Considérant l'importance du marché saoudien, **Suisse Tourisme (ST)** a ouvert une antenne en Arabie Saoudite. ST continue d'organiser son « road show » annuel en Arabie saoudite et d'autres activités thématiques ponctuelles pour la promotion de la Suisse comme destination touristique. Lors de la visite officielle de Conseiller Fédéral Guy Parmelin en Arabie saoudite en février 2024, ST et l'Autorité saoudienne du tourisme ont signé un protocole d'accord stratégique. Le protocole d'accord vise à encourager la promotion mutuelle et les projets touristiques collaboratifs entre l'Arabie saoudite et la Suisse.

Le dialogue financier entre la Suisse et l'Arabie saoudite est un autre important outil pour échanger et surtout renforcer la coopération entre les deux états dans le secteur financier. Lors du troisième dialogue financier, les deux délégations ont souligné le grand potentiel de la numérisation pour des services financiers durables, l'amélioration de l'accès réciproque aux marchés et la gestion de la dette souveraine, l'occasion fut aussi pour SIX et Tadawul de signer un protocole d'accord sur la coopération dans le secteur boursier. Lors du quatrième dialogue financier (21.06.2024, à Zurich), les délégations ont échangé leurs vues sur la situation économique mondiale et traité des questions bilatérales dans les domaines des banques et des assurances ainsi que de la finance durable et de la finance numérique. La prochaine session aura lieu à Riyadh.

Différentes visites officielles d'hauts représentants suisses et saoudiens ont eu lieu ces dernières années aussi bien en Arabie saoudite qu'en Suisse. Ce qui peut refléter la bonne relation entre les deux pays.

6.2 Intérêt de l'Arabie saoudite pour la Suisse

La Suisse est traditionnellement l'un des lieux de prédilection du **tourisme saoudien**²¹. Pour l'année 2024, les touristes saoudiens ont passé à 330'000 nuitées en Suisse contre 308'635 nuitées en 2023 (+6,92%).

La Suisse jouit d'une excellente réputation dans différents domaines dont **l'enseignement, la formation professionnelle et la qualité des structures de soins médicaux** suisses. Les ambitions saoudiennes de diversifier son économie représente une opportunité pour les **écoles hôtelières** suisses, les hôpitaux et les cliniques suisses qui pourraient nouer des partenariats avec différentes institutions saoudiennes en quête de partenaires stratégiques étrangers.

¹⁹ Le consulat général à Djeddah est fermé depuis fin juin 2014. De même, la compagnie aérienne Swiss a supprimé ses vols directs entre la Suisse et le Royaume en février 2010. Seule la compagnie saoudienne Saudia offre des vols directs vers Genève depuis Riyad et Djeddah.

²⁰ Inactif, le SSBC a été « suspendu » fin 2019. Il est probable qu'il soit réactivé prochainement sous une différente structure. La dernière activité en date du SSBC fut en mars 2018 en Suisse, en collaboration avec différents acteurs suisses dont l'Ambassade de Suisse à Riyad, S-GE, le SECO et le SBNSA.

²¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.32067924.html>

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Dominé par les activités non manufacturières (forage pétrolier), le secteur industriel représente 47% du PIB et emploie 16% de la main-d'œuvre. La part du secteur industriel non pétrolier (15% du PIB) a augmenté parallèlement aux efforts de diversification économique engagés par les autorités saoudiennes. L'Autorité générale des statistiques a reporté que l'indice de la production industrielle a augmenté de 2,1% en glissement annuel en décembre 2024, tiré par la croissance de l'activité manufacturière et des services de gestion des déchets.

Les services représentent 44,9% du PIB et emploient 81% de la population active. Le secteur est principalement dominé par le tourisme, les services financiers et bancaires, et le secteur des assurances. Le tourisme génère des revenus très élevés. Le Royaume a enregistré 30 millions d'arrivées internationales en 2024, en nette augmentation par rapport aux 17,5 millions de visiteurs de 2019, date de sa première ouverture au tourisme international.

L'agriculture représente 2,7% du PIB de l'Arabie saoudite et emploie 3% de la population active (Banque mondiale, dernières données disponibles). En raison de contraintes géographiques et climatiques (sécheresses), la productivité reste limitée par rapport aux investissements publics qui financent le secteur. Selon Saudi Agriculture, la part de l'agriculture dans le PIB s'élevait à environ 31 milliards de dollars en 2024.

Répartition de l'activité économique par secteur

Activité économique	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	2,8	16,3	80,8
Valeur ajoutée (en % du PIB)	2,7	47,0	44,9
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,1	-6,2	4,7

Source : [Banque Mondiale](#). Dernières données disponibles.

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques de l'Arabie saoudite

Indicateurs de croissance	2023	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)	2027 (E)
PIB (<i>milliards USD</i>)	1,067,58	1,085.36	1,083.75	1,122.47	1,180.93
PIB (<i>croissance annuelle en%, prix constant</i>)	-0,8	1.5	3.3	4,2	3,3
PIB par habitant (<i>USD</i>)	32,530	32,881	33,287	33.695	34.115
Endettement de l'Etat (<i>en% du PIB</i>)	26.2	28.3	30.6	31.9	33.1
Taux d'inflation (%)	2.3	1.7	1.9	2,0	2,0
Taux de chômage (<i>% de la population active</i>)	4.0	3.5	4.3 ^a	4.3 ^a	4.3 ^a
Balance des transactions courantes (<i>milliards USD</i>)	34.07	4.25	-20.74	-22.56	-28.84
Balance des transactions courante (<i>en% du PIB</i>)	3.2	0.4	-1.8	-1.9	-2.3

Source : [World Economic Outlook Database](#), Dernières données disponibles (Avril 2025).

a. [Al Jazira Capital](#)

Note : (E) Données estimées

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de l'Arabie saoudite (2024)

(Perspective selon l'Arabie saoudite)

Exportations par l'Arabie saoudite (millions de dollars)					Importations par Arabie saoudite (millions de dollars)				
Rang	Pays	2024	Part	Var. %	Rang	Country	2024	Part	Var. %
1	Chine	46,604.57	15.23	-14.36	1	Chine	54,668.72	23.83	25.78
2	Corée du sud	28,724.22	9.39	0.21	2	Les Etats-Unis	19,220.64	8.38	1.84
3	Japon	28,427.59	9.29	-14.59	3	United Arab Emirates	12,814.22	5.59	-4.25
4	Inde	27,321.36	8.93	-10.93	4	Inde	12,659.12	5.52	8.66
5	Emirates Arab Unis	23,180.32	7.58	28.12	5	Allemagne	9,894.87	4.31	8.15
6	Les Etats-Unis	12,819.25	4.19	-22.01	6	Japon	8,084.22	3.52	-1.49
7	Pologne	10,632.49	3.48	29.39	7	Italie	7,886.87	3.44	33.9
8	Royaume du Bahreïn	9,905.48	3.24	11	8	Egypte	7,752.59	3.38	46.77
9	Egypte	8,619.81	2.82	12.41	9	Suisse	7,105.24	3.10	7.25
10	Taiwan	7,909.81	2.59	-4.68	10	Corée du sud	5,918.48	2.58	-2.14
Total 1		204,144.90	66.73	-2.54	Total 1		146,004.97	63.65	13.56
Others		101,770.21	33.27	-9.65	Others		83,397.01	36.35	5.67
Total 2		305,915.13	100.00	-4.89	Total 2		229,401.98	100.00	10.56

Source : [Autorité Générale des Statistiques d'Arabie saoudite \(2024\)](#)

* 1 US dollar = 3.74716 SAR

** La Suisse a été la destination de 0.28% (857.43 millions USD, une baisse de 684% par rapport à 2023) des exportations saoudiennes en 2024.

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et l'Arabie saoudite

Années	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)	Variation (%)**
2020	1'614	-10.6	612	19.8	1'002	2'227	-3.9
2021	2'286	41.6	849	38.6	1'437	3'134	40.7
2022	4'808	110.4	798	-6.0	4'010	5'606	78.9
2023	6'084	26.5	729	-8.6	5'354	6'812	21.51
2024	6'448	6.0	996	36.7	5'452	7'444	9.3
Total*	2'166	6.4	24	-33.9	1'952	2'380	0.8

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

* Total = Total "vue conjoncturelle" : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités.

**Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	68.5	68.6
2. Produits pharmaceutiques	10.8	11.2
3. Horlogerie	5.8	5.0
4. Machines	5.6	5.6

Importations	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	72.5	87.6
2. Métaux (non-précieux)	17.2	8.1
3. Horloges	6.2	1.4
4. Produits chimiques de base	1.6	1.2

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières